



Bulletin de

l'Union Départementale CGT Savoie

Directeur de Publication : Mme Martine LEBLOND

Commission Paritaire n° 10 10 S 07969

Imprimé par nos soins

Prix : 1 €

Bimensuel

Bulletin n° 914 du

2 DECEMBRE 2011

UN GOUVERNEMENT PRÊT À TOUT, SURTOUT AU PIRE ... !

Le moins que l'on puisse dire c'est que SARKOZY et son équipe ratissent large. Le président des riches peut dire aujourd'hui une chose et le lendemain son contraire sans sourciller. Appliquer le programme du Front National c'est son affaire. Accuser les victimes de sa propre politique ; par exemple les chômeurs, les assurés sociaux, les pauvres...

Les fraudeurs, les tricheurs, ce ne sont pas du côté des très riches ou dans les paradis fiscaux, non, ce sont les travailleurs en arrêt maladie, les victimes d'accidents du travail...

La dette, la dette, la dette... « vous vivez au-dessus de vos moyens » nous bassine -t-on à longueur de journée. Et il n'y a pas d'autres solutions sérieuses autres que celles du docteur Sarkozy, tout comme celles mises en œuvre dans les autres pays tels que la Grèce, l'Espagne, le Portugal... Les propositions, les solutions alternatives sont « interdites » ; des alternatives au système capitaliste sont proscrites, elles n'ont pas droit de cité dans les grands médias. Ce serait l'austérité à perpète, et on va l'inscrire dans la constitution avec une « règle d'or » !

Désormais ce sont les « marchés financiers » qu'il faut sans cesse « rassurer », qui au travers d'experts, de techniciens, passeront au-dessus des élus du peuple (démocratiquement élus), imprimeront la marche à suivre.

Moins d'impôts, moins de règle protectrice pour les salariés, plus d'aides publiques... Ils cantonnent ainsi les Etats à un rôle technique de mise en œuvre de leurs propres conditions de développement financier, sans liberté de choix politiques dans le sens noble et non dévoyé du terme : l'intérêt général.

Ainsi va la France et l'Union Européenne, de mise au pas des peuples, de mise à mal de la démocratie, dans une dérive autoritaire, voire totalitaire.

Pour toutes ces raisons, il est plus que vital d'agir, et sans attendre les élections de 2012.

Agir pour refuser l'austérité et gagner une autre répartition des richesses.

Agir parce que c'est dans l'action où les débats sont importants, des prises de consciences se font, des dynamiques se créent.

Avec le 4 pages confédéral (ci-joint), informons largement la population, créons les conditions du débat et de l'action pour gagner une grande journée d'expression et d'action articulée autour du 13 décembre.

Parce que nous sommes la CGT, nous ne renonçons pas à transformer la société, porteuse de propositions alternatives et pour l'intérêt général.

Patrick LE GALL .

EDITO

La vie des syndicats et de l'UD

CREATION

SYNDICAT "Commerces Maurienne"

Trop de syndiqués des **commerces de la Maurienne** se sentaient « isolés », sans lien entre eux.

Réuni(e)s le **17 novembre** à l'UL de St Jean de Maurienne, ils et elles ont décidé de se **constituer en syndicat** afin de gagner en solidarité, efficacité et pour développer la syndicalisation dans ce secteur d'activités très peu organisé.

Les statuts du syndicat seront prochainement déposés.

STAC

La CGT fait le plein de voix

La CGT a progressé de 22 % par rapport aux dernières élections. La participation dans le collège ouvrier/employé est de 80 %. C'est le résultat d'un travail de terrain, très concret, notamment sur les questions des conditions de vie et de travail.

Comité d'Entreprise :

Collège ouvrier : nombre de votants : 152

CGT : 130 voix (85.5%)

FO /CFTC 22 voix (14.5%)

Collège maîtrise : nombre de votants : 31

CGT : 19 voix (61.3%)

CGC : 12 voix (38,7%)

Délégués du personnel : résultats du même ordre qu'au C.E..

Association des Amis de la Librairie Jean Jacques ROUSSEAU

L'ADAL a été créé à la fin de l'année 2000 pour favoriser le développement et la promotion de la librairie JJ Rousseau (une des dernières librairies indépendantes en Savoie), mais aussi ouvrir un espace de dialogue, de débats autour de la lecture et du livre, défendre le pluralisme et les idées progressistes, l'ADAL organise notamment des rencontres avec des auteurs.

Il est essentiel de favoriser le pluralisme des idées et la diversité culturelle.

La librairie JJ Rousseau est un outil important pour résister à l'uniformisation et à la pensée unique. L'ADAL organise une prochaine rencontre débat :

« Violences faites
aux femmes :
circulez, y a rien à voir ! »

Avec Clémentine AUTAIN, directrice du mensuel « Regards » cofondatrice de l'association féministe Mix-cité. Vendredi 9 décembre à 20 heures à l'AQCV à Chambéry.

A.G.

FERRO PEM MONTRICHER

30 syndiqués se sont réunis le 25 en soirée en AG annuelle. Les débats ont porté sur la situation économique de l'entreprise, l'emploi, l'énergie, les perspectives et inquiétudes de développement notamment lié au photovoltaïque, les NAO ou bien encore le dossier pénibilité. Un syndicat qui se renforce régulièrement, qui se fixe des objectifs de syndicalisation tout comme la décision de créer une section syndicale de retraités.

Le tout se terminant par le verre de l'amitié et de la lutte avec un bon casse-croûte !

FETE INTER C.E.

Le dernier bulletin de l'UD a annoncé ce jour de fête le 1^{er} juillet 2012. En fait ce sera le dimanche 24 juin à ALPESPACE à Montmélian.

Inscrivez cette date tout de suite dans votre agenda.

Avec les Comités d'Entreprises et assimilés, il s'agit d'organiser une journée familiale, pour les adultes, les ados, les enfants.

Prochaine réunion du collectif de préparation :

→ 9 janvier à 17 heures à l'UD.

FINANCES PUBLIQUES

Elle a réuni 90 syndiqués le 30 Novembre 2011.

Le rapport de trésorerie fait état, outre de finances saines, de 190 syndiqués dont 28 ont décidé d'adhérer en 2011.

Cette forte syndicalisation est à l'origine de plusieurs actions durant l'année 2011 :

- ⇒ Envahissement par plus d'une centaine d'agents du Comité Technique Départemental « suppressions d'emplois » où le Directeur a reconnu avoir été impressionné par ce mouvement .
- ⇒ Les grèves en mai et octobre, suivies par plus de 30% des agents
- ⇒ Le boycott de l'entretien d'évaluation toujours suivi par conséquente partie des personnels
- ⇒ Et enfin des résultats plus que probants aux élections professionnelles du 20 octobre dernier où nous gagnons plus de 6 points et plusieurs sièges d'élus.

Le débat revendicatif a été très ouvert et très animé. Après une présentation des propositions revendicatives de la CGT pour sortir de la « crise des dettes publiques », les syndiqués ont abordé les moyens à mettre en œuvre, localement et nationalement, pour créer des rapports de force enfin gagnants.

Gageons qu'avec une détermination comme ont montré les syndiqués lors de cette AG, les beaux jours du système ultra libéral en cours sont limités.

La bonne humeur et la gniac étaient encore fortement présentes lors du repas fraternel qui a suivi cette AG .

Les retraités CGT du département, avec leurs sections, se réunissent en Congrès le

15 décembre à Ste Hélène sur Isère.

A l'ordre du jour : la syndicalisation, l'activité syndicale en retraite et son renouvellement, un syndicalisme retraités tourné vers l'action...

U.S.R. Savoie

10ème Congrès

Collectif pour l'audit citoyen de la dette

L'UD CGT, avec d'autres organisations est partie prenante du « collectif dette » qui se met en place sur le département. Voir par ailleurs sur le site de la CGT le dossier complet relatif à ces enjeux de la dette.

- Deux initiatives importantes :
 - ➔ **En solidarité avec le peuple Grec**, mardi 6 décembre à 18 heures, rassemblement place des éléphants à Chambéry (avec les banques à proximité).
 - ➔ **Conférence/débat public**, avec Michel HUSSON, économiste, membre du Conseil Scientifique d'ATTAC, **mardi 13 décembre** à 18 h 30 - Espace Pierre Cot à Chambéry.

Elections ALSTOM

Des effectifs très fluctuants depuis 2005 ; dans les effectifs totaux, ou bien dans les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} collège.

La CFDT fait 22 % (21.64 %), la CGC 76 % (présentée que dans le 3^{ème} collège), FO 11.87 % (20%).

En Comité d'Entreprise titulaire, la CGT fait **45.9 %** (41.6% en 2009)

Au 1^{er} collège : **63,59 %** (47,9 % en 2009)

Au 2^{ème} collège : **58,16 %** (60,83% en 2009).

La CGT obtient 5 sièges titulaires sur 7.

En Délégués du Personnel titulaires, 1^{er} et 2^{ème} collège confondus, la CGT fait **47.12 %** (40.89% en 2009) et obtient 5 sièges sur 9.

Journée d'étude
17 Janvier 2012 - Bourget du Lac

Anticipations des mutations socio-économiques et appropriation syndicale

Journée co-organisée avec le Comité Régional et l'ADEES (Association pour le Développement des Etudes Economiques et Sociales).

Il s'agit d'appréhender les mutations déjà réalisées, celles qui sont en cours ou à venir. Il s'agit surtout d'anticiper de manière à être plus opérationnel et efficace syndicalement.

Les activités productives (industries - services) sont stratégiques pour répondre à la crise, mais à condition de se transformer profondément. L'emploi, le travail, les compétences, les qualifications, sont au cœur de la réussite ou de l'échec de cette transformation.

Cette partie ne se joue plus seulement dans les entreprises (groupes) et dans les branches, mais aussi dans les régions et sur les territoires.

En conséquence, un enjeu majeur pour les organisations syndicales : maîtriser ces évolutions pour peser sur les choix ; de quel « projet CGT » peut-on être porteur pour la Savoie ?

- ➔ Merci de nous communiquer rapidement vos inscriptions à cette journée d'étude du 17 janvier 2012.

Les chiffres de l'emploi en Savoie

Source de la DIRECCTE en septembre 2011

→ DEFM (demandeur d'emploi en fin de mois)

Catégorie A : 16088 (+ 0.5% en 1 mois et + 1.3% en 1 an)

Catégories A, B, C : 23272 (+ 0.2% et + 3.8%)

→ Données générales :

Chambéry : 14371 soit + 3.1% sur 1 an

Tarentaise : 7865 soit + 3.9% sur 1 an

Maurienne : 2817 soit + 5.9% sur 1 an

Dans tous les cas, l'augmentation est plus sensible pour les demandeurs d'emplois inscrits depuis plus d'un an (+ 11% sur 1 an) et pour les demandeurs d'emplois de plus de 50 ans (+ 16.1% sur 1 an).

→ Séniors (les plus de 50 ans)

En Savoie, 4627 demandeurs d'emplois en catégorie ABC (+ 16 %)

En Maurienne, avec 612 personnes soit 22% du total des demandeurs d'emplois de Maurienne, c'est une progression de 34.2% en 1 an.

→ Jeunes (moins de 25 ans)

2417 jeunes en catégorie A

3276 jeunes de catégories ABC (+ 1.1% en 1 an)

Les jeunes représentent globalement entre 14 et 15 % des demandeurs d'emplois quel que soit la catégorie.

→ Bénéficiaires du RSA

2156 demandeurs d'emplois A B C en sont bénéficiaires.

→ Demandeur d'emplois de longue durée

6237 demandeurs (+ 1 an), soit une progression de 3.6% sur août et de 11% sur 1 an.

Ils représentent 26.8% des demandeurs d'emplois en Savoie.

→ Licenciements économiques

- 2009 : 907 licenciements + 568 dans le cadre de PSE + 160 dans le cadre de plans de départs volontaires, soit un total de 1635 suppressions d'emplois
- 2010 : 552 + 97 + 81, soit 730 au total
- 2011 : 469 + 124 + 91, soit 684 au total.

→ Ruptures conventionnelles

- De janvier à fin octobre 2009 : 1728 demandes déposées
- De janvier à fin octobre 2010 : 2097 demandes déposées
- De janvier à fin octobre 2011 : 2107 demandes déposées
- Une moyenne de 210 par mois
- Une augmentation des demandes de salariés protégés : 27 en 2009, 30 en 2010, 46 en 2011.

LES FRAUDEURS ET LES TRICHEURS ?

Information, désinformation, manipulation.... Les escrocs de l'Elysée avec les grands médias et autres « experts » à leur service ont trouvé les responsables de tous les maux de la société : les fraudeurs, les malades, les chômeurs...

Les mensonges d'Etat s'accumulent, le président des riches en tête n'hésitant pas un seul instant à réécrire l'histoire en prenant appui sur le Conseil National de la Résistance pour justifier une politique du mépris et de la division.

Des fraudeurs et des tricheurs, oui, mais qui ?

Le Président de la CAF (Caisse d'Allocations Familiales), en 2010, expliquait que ses services récupéraient « quasiment 90% » des montants des fraudes. Sur 60 milliards de prestations versées en 2009, la Fraude délibérée représentait « environ 80 millions d'euros » soit 0.13% du total.

La fraude aux diverses prestations sociales de la part des bénéficiaires reste un phénomène mineur : elle représente moins de 1% de la totalité des sommes versées (la Cour des Comptes évoque plutôt le chiffre de 0.77% pour 2008).

➔ La France est loin du record d'Europe des Indemnités maladie

selon l'OCDE :

Norvège	4.9% du PIB : produit intérieur brut
Pays-Bas	4.6% ' '
Suisse	3.2% ' '
Royaume-Uni	2.3% ' '
France	1.6% ' '

Ces chiffres recourent une étude du CNRS qui montre qu'en 1994 et 2011 l'absence globale du travail s'établit ainsi :

Danemark	20 à 28%
Pays-Bas	16 à 18%
Royaume-Uni	15%
France	10 à 11%

Par ailleurs en France le 1^{er} élément de fraude, c'est le travail non déclaré par les entreprises. Selon l'INSEE, cela représente 4.4% du PIB soit 55 milliards d'euros, avec un manque à gagner pour la Sécurité Sociale de 9 à 15 milliards d'euros (le déficit 2011 : 18.6 milliards).

... / ...

La sous-déclaration par les entreprises des accidents du travail et maladie professionnelle (ATMP) représente un transfert vers la Caisse Générale de 580 millions d'euros à 1,1 milliards d'euros.

Enfin, **l'exonération de cotisations sociales** des comptes des entreprises sont en hausse de 55 % depuis 2002. elles représentent **30 milliards d'euros** de manque à gagner par an pour la Sécurité sociale (déficit 2011 : 18,6 milliards).

Le salarié licencié, devenu chômeur, serait un fainéant, alors que souvent l'entreprise qui l'a licencié, bénéficie de milliers d'euros d'aides publiques, réalise des profits à la hausse.

Pendant ce temps là, c'est la belle vie chez Sanofi-Aventis (9 milliards d'Euros de bénéfices). Alors que, comme tous les grands groupes, son taux d'imposition est très faible, il a fait passer la part des bénéfices versés en dividendes à ses actionnaires à 50 %.

Il bénéficie par ailleurs de la niche fiscale du crédit impôts recherche. Il touche pour cela 100 millions d'euros alors qu'il est en train de boucler un plan de suppression de 4 000 emplois et qu'il en annonce 1800 supplémentaires pour 2012, dont 800 dans la recherche !

La fraude fiscale, elle se situe entre 45 et 45 milliards d'euros par an (chiffres validés par le Conseil des Impôts).

Non, les assurés sociaux ne sont pas ni des « clients », ni des « fraudeurs potentiels ». La « fraude » réelle est organisée au plus haut niveau pour et par les patrons. Ce sont eux les véritables « assistés », **perfusés en permanence par les fonds publics** (sans contrôle de leur utilisation) et d'exonération de cotisations sociales.

Menons la bataille contre la désinformation.

Dans nos entreprises menons ce débat, chiffres à l'appui. Démystifions la propagande qui déferle.